

dans le texte français :

- « 12° Accès à un débit binaire » au lieu de « 8° Accès à un débit binaire »;
- « Sous-section 5 » au lieu de « Sous-section 4 »;
- « Art. 6ter » au lieu de « Art. 6bis § 1^{er} »;

dans le texte néerlandais et dans le texte français :

- « Art. 6quater » au lieu de « Art. 6ter »;

à la page 43250 :

dans le texte néerlandais :

- « Onderafdeling 6 » au lieu de « Onderafdeling 5 »;

dans le texte français :

- « Sous-section 6 » au lieu de « Sous-section 5 »;

dans le texte néerlandais et dans le texte français :

- « Art. 6quinquies » au lieu de « Art. 6quater »;
- « Art. 6sexies » au lieu de « Art. 6quinquies »;
- « Art. 6septies » au lieu de « Art. 6sexies »

à la page 43251 :

dans le texte néerlandais :

- « overeenkomstig artikel 6nonies » au lieu de « overeenkomstig artikel 6octies »;
- « vermeld in artikel 6septies § 1 » au lieu de « vermeld in artikel 6sexies § 1 »;

dans le texte français :

- « conformément à l'article 6nonies » au lieu de « conformément à l'article 6octies »;
- « visée à l'article 6septies § 1^{er} » au lieu de « visée à l'article 6sexies § 1^{er} »;

dans le texte néerlandais et dans le texte français :

- « Art. 6octies » au lieu de « Art. 6septies »;
- « Art. 6nonies » au lieu de « Art. 6octies ».

in de Franse tekst :

- « 12° Accès à un débit binaire » in plaats van « 8° Accès à un débit binaire »;
- « Sous-section 5 » in plaats van « Sous-section 4 »;
- « Art. 6ter » in plaats van « Art. 6bis § 1^{er} »;

in de Nederlandse tekst en in de Franse tekst :

- « Art. 6quater » in plaats van « Art. 6ter »;

op bladzijde 43250 :

in de Nederlandse tekst :

- « Onderafdeling 6 » in plaats van « Onderafdeling 5 »;

in de Franse tekst :

- « Sous-section 6 » in plaats van « Sous-section 5 »;

in de Nederlandse tekst en in de Franse tekst :

- « Art. 6quinquies » in plaats van « Art. 6quater »;
- « Art. 6sexies » in plaats van « Art. 6quinquies »;
- « Art. 6septies » in plaats van « Art. 6sexies »;

op bladzijde 43251 :

in de Nederlandse tekst :

- « overeenkomstig artikel 6nonies » in plaats van « overeenkomstig artikel 6octies »;
- « vermeld in artikel 6septies § 1 » in plaats van « vermeld in artikel 6sexies § 1 »;

in de Franse tekst :

- « conformément à l'article 6nonies » in plaats van « conformément à l'article 6octies »;
- « visée à l'article 6septies § 1^{er} » in plaats van « visée à l'article 6sexies § 1^{er} »;

in de Nederlandse tekst en in de Franse tekst :

- « Art. 6octies » in plaats van « Art. 6septies »;
- « Art. 6nonies » in plaats van « Art. 6octies ».

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 2001 — 89

[C — 2000/10093]

9 JANVIER 2000. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1999 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Bruxelles

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971, 26 juillet 1990 et 7 mai 1999, les articles 82, 83 et 86, l'article 86bis, inséré par la loi du 10 février 1998, l'article 87, modifié par la loi du 15 juillet 1970, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, l'article 89, modifié par la loi du 17 février 1997, l'article 90, modifié par la loi du 22 décembre 1998, et les articles 93, 95 et 96;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1999 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Bruxelles;

Vu les avis du premier président de la Cour d'appel de Bruxelles, du premier président de la Cour du travail de Bruxelles, du procureur général à Bruxelles, du président du tribunal du travail de Bruxelles, de l'auditeur du travail à Bruxelles, du greffier en chef du tribunal du travail de Bruxelles, et des bâtonniers des Ordres français et néerlandais des avocats de Bruxelles;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 décembre 1999 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Bruxelles est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 1^{er}. § 1^{er}. Le tribunal du travail de Bruxelles a son siège et tient ses audiences à Bruxelles, place Poelaert, 3.

§ 2. Le tribunal du travail de Bruxelles se compose de vingt-cinq chambres".

Art. 2. A l'article 5 du même arrêté, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 3. A l'article 6 du même arrêté, les mots "Les 9^e et 10^e chambres connaissent" sont remplacés par les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 20, § 3, du présent arrêté, les 9^e et 10^e chambres connaissent".

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2001 — 89

[C — 2000/10093]

9 JANUARI 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1999 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Brussel

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971, 26 juli 1990 en 7 mei 1999, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 86bis, ingevoegd bij de wet van 10 februari 1998, op artikel 87, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op artikel 89, gewijzigd bij de wet van 17 februari 1997, op artikel 90, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, en op de artikelen 93, 95 en 96;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1999 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Brussel;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het Hof van beroep te Brussel, van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Brussel, van de procureur-generaal te Brussel, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Brussel, van de arbeidsauditeur te Brussel, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Brussel en van de stafhouder van de Nederlandse en de Franse Orde van advocaten te Brussel;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid en van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 december 1999 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Brussel wordt vervangen als volgt :

« Art. 1. § 1. De arbeidsrechtbank van Brussel heeft haar zetel en houdt haar zittingen te Brussel, Poelaertplein 3.

§ 2. De arbeidsrechtbank te Brussel bestaat uit vijftieng kamers ».

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit, wordt het derde lid opgeheven.

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit, worden de woorden « De 9^{de} en 10^{de} kamer nemen kennis » vervangen door de woorden « Onverminderd de bepalingen van artikel 20, § 3, van dit besluit, nemen de 9^{de} en de 10^{de} kamer kennis ».

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté, les mots "relatives aux recours en matière d'allocations aux handicapés" sont remplacés par les mots "relatives aux droits et obligations en matière d'allocations aux handicapés".

Art. 5. A l'article 8 du même arrêté, les mots "Les 11^e et 20^e chambres connaissent" sont remplacés par les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 20, § 3, du présent arrêté, les 11^e et 20^e chambres connaissent".

Art. 6. A l'article 9 du même arrêté, les mots "La 20^e chambre connaît" sont remplacés par les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 20, § 3, du présent arrêté, la 20^e chambre connaît".

Art. 7. A l'article 10 du même arrêté, les mots "La 20^e chambre connaît également" sont remplacés par les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 20, § 3, du présent arrêté, la 20^e chambre connaît également".

Art. 8. A l'article 11, alinéa 2, du même arrêté, les mots "La 14^e chambre connaît également" sont remplacés par les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 20, § 3, du présent arrêté, la 14^e chambre connaît également".

Art. 9. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. Sans préjudice des dispositions de l'article 20, § 3, du présent arrêté, les 22^e et 25^e chambres connaissent des contestations visées à l'article 582, 3^o, 4^o et 6^o du Code judiciaire.

Les 21^e, 22^e et 25^e chambres connaissent également, comme chambres auxiliaires, des contestations visées aux articles 578 à 583 du Code judiciaire. ».

Art. 10. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Les audiences commencent, le matin, à 9 heures 30 et l'après-midi à 14 heures 30.

Le bureau d'assistance judiciaire tient audience à 14 heures.

Les audiences du président siégeant en référé ou comme en référé commencent à 15 heures 30. ».

Art. 11. L'article 20 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. § 1^{er}. Les introductions ont lieu, pour les affaires dont l'introduction se fait par requête ou par comparution volontaire, devant la chambre compétente.

§ 2. Les introductions ont lieu, pour les affaires introduites par exploit de citation, devant les chambres déterminées ci-après, suivant leurs compétences particulières, aux jours et heures suivants :

- devant la 1^e chambre : le mardi, à 9 heures 30;
- devant la 2^e chambre : le mardi, à 9 heures 30;
- devant la 3^e chambre : le lundi, à 9 heures 30;
- devant la 4^e chambre : le mardi, à 9 heures 30;
- devant la 5^e chambre : le mardi, à 14 heures 30;
- devant la 6^e chambre : le jeudi, à 9 heures 30;
- devant la 7^e chambre : le jeudi, à 9 heures 30;
- devant la 8^e chambre : les deuxième et quatrième vendredis du mois à 9 heures 30;
- devant la 9^e chambre : le jeudi, à 14 heures 30;
- devant la 10^e chambre : le vendredi, à 9 heures 30, sauf pour les contestations visées à l'article 7 du présent arrêté pour lesquelles les introductions ont lieu le deuxième mercredi ouvrable du mois, à 14 heures 30;
- devant la 13^e chambre : le lundi, à 9 heures 30;
- devant la 14^e chambre : le mardi, à 9 heures 30;
- devant la 19^e chambre : le troisième mercredi ouvrable du mois, à 14 heures 30.

§ 3. Dans les litiges relevant de la compétence des 11^e, 15^e et 17^e chambres, les affaires introduites par exploit de citation sont introduites devant la 9^e chambre et, soit plaidées à l'audience d'introduction, soit redistribuées à la chambre compétente pour en connaître au fond.

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden « betreffende de verzoekschriften inzake uitkeringen voor gehandicapten » vervangen door de woorden « betreffende de rechten en verplichtingen inzake uitkeringen voor gehandicapten ».

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde besluit, worden de woorden « De 11^{de} en 20^{ste} kamer nemen kennis » vervangen door de woorden « Onverminderd de bepalingen van artikel 20, § 3, van dit besluit, nemen de 11^{de} en de 20^{ste} kamer kennis ».

Art. 6. In artikel 9 van hetzelfde besluit, worden de woorden « De 20^{ste} kamer neemt ook kennis » vervangen door de woorden « Onverminderd de bepalingen van artikel 20, § 3, van dit besluit, neemt de 20^{ste} kamer ook kennis ».

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde besluit, worden de woorden « De 20^{ste} kamer neemt ook kennis » vervangen door de woorden « Onverminderd de bepalingen van artikel 20, § 3, van dit besluit, neemt de 20^{ste} kamer ook kennis ».

Art. 8. In artikel 11, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « De 14^{de} kamer neemt ook kennis » vervangen door de woorden « Onverminderd de bepalingen van artikel 20, § 3, van dit besluit, neemt de 14^{de} kamer ook kennis ».

Art. 9. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 12. Onverminderd de bepalingen van artikel 20, § 3, van dit besluit, nemen de 22^{ste} en de 25^{ste} kamer kennis van de geschillen bedoeld in artikel 582, 3^o, 4^o en 6^o van het Gerechtelijk Wetboek.

De 21^{ste}, de 22^{ste} en de 25^{ste} kamer nemen, als hulpkamer, ook kennis van de geschillen bedoeld in de artikelen 578 tot en met 583 van het Gerechtelijk Wetboek. »

Art. 10. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 18. De zittingen beginnen 's morgens om 9 uur 30 en 's namiddags om 14 uur 30.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting om 14 uur.

De zittingen van de voorzitter zetelend in kort geding of zoals in kort geding beginnen om 15 uur 30. ».

Art. 11. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 20. § 1. De zaken, ingeleid bij verzoekschrift of bij vrijwillige verschijning, worden ingeleid voor de bevoegde kamer.

§ 2. De zaken, ingeleid bij exploit van dagvaarding, worden ingeleid voor de hierna genoemde kamers naar gelang van hun bijzondere bevoegdheden, op volgende dagen en uren :

- voor de 1^{ste} kamer : op dinsdag, om 9 uur 30;
- voor de 2^{de} kamer : op dinsdag, om 9 uur 30;
- voor de 3^{de} kamer : op maandag, om 9 uur 30;
- voor de 4^{de} kamer : op dinsdag, om 9 uur 30;
- voor de 5^{de} kamer : op dinsdag, om 14 uur 30;
- voor de 6^{de} kamer : op donderdag, om 9 uur 30;
- voor de 7^{de} kamer : op donderdag, om 9 uur 30;
- voor de 8^{ste} kamer : de tweede en de vierde vrijdag van de maand, om 9 uur 30;
- voor de 9^{de} kamer : op donderdag, om 14 uur 30;
- voor de 10^{de} kamer : op vrijdag om 9 uur 30, behalve inzake de geschillen bedoeld in artikel 7 van dit besluit, waarvoor de inleiding geschiedt op de tweede woensdag (werkdag) van de maand, om 14 uur 30;
- voor de 13^{de} kamer : op maandag, om 9 uur 30;
- voor de 14^{de} kamer : op dinsdag, om 9 uur 30;
- voor de 19^{de} kamer : op de derde woensdag (werkdag) van de maand, om 14 uur 30.

§ 3. Voor de geschillen die onder de bevoegdheid vallen van de 11^{de}, de 15^{de} en de 17^{de} kamer, worden de zaken, op exploit van dagvaarding, ingeleid voor de 9^{de} kamer en, hetzij gepleit op deze inleidingszitting, hetzij toegewezen aan de bevoegde kamer die ervan kennis neemt ten gronde.

Dans les litiges relevant de la compétence de la 20^e chambre, les affaires introduites par exploit de citation sont introduites devant la 10^e chambre et, soit plaidées à l'audience d'introduction, soit redistribuées à la 20^e chambre.

Dans les litiges relevant de la compétence de la 23^e chambre, les affaires introduites par exploit de citation sont introduites devant la 13^e chambre et, soit plaidées à l'audience d'introduction, soit redistribuées à la 23^e chambre.

Dans les litiges visés à l'article 12, alinéa 1^{er}, du présent arrêté, les affaires introduites par exploit de citation sont introduites devant la 1^{re} ou la 2^e chambre et, soit plaidées à l'audience d'introduction, soit redistribuées à la chambre compétente pour en connaître au fond.

§ 4. Les autres affaires dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu des dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières qui ne sont pas visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire, introduites par exploit de citation, le sont devant les 1^{re} ou 2^e chambres. »

Art. 12. Dans l'article 21 du même arrêté, les mots "ainsi que le jour et l'heure de leur audience de plaidoiries" sont ajoutés après les mots "modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres".

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 14. Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 janvier 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Voor de geschillen die onder de bevoegdheid vallen van de 20^{ste} kamer, worden de zaken, op exploit van dagvaarding, ingeleid voor de 10^{de} kamer en, hetzij gepleit op deze inleidingszitting, hetzij toegewezen aan de 20^{ste} kamer.

Voor de geschillen die onder de bevoegdheid vallen van de 23^{ste} kamer, worden de zaken, op exploit van dagvaarding, ingeleid voor de 13^{de} kamer en, hetzij gepleit op deze inleidingszitting, hetzij toegewezen aan de 23^{ste} kamer.

Voor de geschillen bedoeld in artikel 12, eerste lid, van dit besluit, worden de zaken, op exploit van dagvaarding, ingeleid voor de 1^{ste} of de 2^{de} kamer en, hetzij gepleit op deze inleidingszitting, hetzij toegewezen aan de bevoegde kamer die ervan kennis neemt ten gronde.

§ 4. De zaken waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, en ingeleid bij exploit van dagvaarding, worden ingeleid voor de 1^{ste} of de 2^{de} kamer. »

Art. 12. In artikel 21 van hetzelfde besluit, worden de woorden « evenals de dag en het uur van haar pleitzitting » ingevoegd na de woorden « het aantal kamers en de bevoegdheden ervan tijdelijk wijzigen ».

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Art. 14. Onze Minister van Werkgelegenheid en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 januari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 90

[C — 2000/22925]

16 NOVEMBRE 2000. — Arrêté royal octroyant un subside à l'Œuvre belge du Cancer pour l'établissement et la tenue à jour, durant l'année 2000, d'un registre des nouveaux cas de cancer en Belgique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000, notamment le budget 26, division 53, article 61 33 01 08;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment l'article 14, 2°;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 6 novembre 2000;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une subvention de onze millions (11 000 000) francs, imputable à l'article 61.33.01.08, division 53, du budget du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, année budgétaire 2000, est allouée à l'Œuvre belge du Cancer, rue Royale 217, à 1210 Bruxelles (CB. :210-0475210-59) pour l'établissement et la tenue à jour d'un registre des nouveaux cas de cancer en Belgique permettant d'effectuer des études épidémiologiques locales, nationales et internationales.

Art. 2. Cette subvention représente la participation de l'Etat dans les frais encourus pour la tenue du registre, notamment :

1) L'indemnisation, par l'Œuvre, à raison de 350 F. par nouveau cas de 1999 enregistré en 2000, des organismes assureurs, des différentes institutions chargées de l'exécution de l'assurance maladie obligatoire

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 90

[C — 2000/22952]

16 NOVEMBER 2000. — Koninklijk besluit houdende een toelage aan het Belgische Werk tegen Kanker voor het opmaken en het bijhouden, gedurende het jaar 2000, van een register van de nieuwe kankergevallen in België

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2000, inzonderheid de begroting 26, afdeling 53, artikel 61 33 01 08;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid de artikels 55 tot 58;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid artikel 14, 2°;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 6 november 2000;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een toelage van elf miljoen (11 000 000) frank, aan te rekenen ten laste van artikel 61.33.01.08, afdeling 53, van de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, begrotingsjaar 2000, wordt toegekend aan het Belgisch Werk tegen Kanker, Koningsstraat 217, te 1210 Brussel (rek. :210-0475210-59) voor het opstellen en bijhouden van een register van de nieuwe kankergevallen in België, dat toelaat plaatselijke, nationale en internationale epidemiologische studies uit te voeren.

Art. 2. Deze toelage vormt de tegemoetkoming van de Staat in de kosten voor het bijhouden van het register met name :

1) De vergoeding, door het Werk, ten bedrage van 350 Fr. per nieuw geval in 1999, geregistreerd in 2000, van de verzekeringsinstellingen, de verschillende instellingen belast met de uitvoering van de verplichte